

Délibération 1.01
Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences
faites aux femmes 2019-2021

Intervention de Sophie HERVE

Notre groupe apporte, bien entendu, son soutien à ce nouveau protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et placé sous pilotage de l'Etat.

Un soutien sans réserve, mais avec une préconisation, et pas la moindre...

Celle des moyens à mobiliser pour déployer les différents dispositifs nécessaires afin de faire reculer de manière significative ce fléau, puis de l'éradiquer. Car **il ne saurait exister en la matière aucune fatalité, pas même de fatalité budgétaire.**

- Si la démarche ici, comme les axes proposés, vont dans le bon sens,
- Si la diversité et le nombre des partenaires signataires sont un signe fort délivré aux femmes victimes de violence, aux associations qui oeuvrent à leurs côtés, mais un signe fort également dirigé à l'encontre de ceux qui se rendent coupables de ces violences au point d'en devenir parfois des tortionnaires,

Encore faut-il que les moyens suivent.

Et je ne parle pas uniquement des moyens spécifiques à mettre à disposition pour le repérage, l'accueil, l'écoute, la mise à l'abri des victimes...

Ou des moyens à concentrer sur la prévention, l'information et la formation...

Tous ces moyens-là sont induits par les présents signataires du protocole, sinon à quoi bien bon apposer leur signature en bas du document.

Je parle par contre, au-delà de ces contributions, des moyens qu'exigent notre système judiciaire et notre système de santé.

Car s'engager sur la prise en charge médicale c'est indispensable :

- Mais si aucun médecin n'est disponible aux alentours parce qu'il n'y a tout simplement pas assez de médecins ?
- Si l'hôpital est saturé et qu'il faut passer une nuit aux urgences pour pouvoir bénéficier d'une consultation ?
- S'il faut déboursier 45 Euros minimum de consultation auprès d'un psy privé sans être remboursé parce que le service public n'est pas à même de vous suivre ?

Et s'engager sur la protection des victimes c'est tout aussi indispensable :

- Mais si les effectifs de la Police nationale demeurent en nombre insuffisant pour intervenir ou pour s'assurer des décisions judiciaires d'éloignement...

- S'il n'y a plus de référents spécialisés dans les services de police et de gendarmerie...
- S'il faut passer une demi-journée dans un commissariat pour pouvoir porter plainte...
- S'il faut attendre deux ans avant qu'un tribunal puisse rendre justice...

Toutes ces questions sont vécues aujourd'hui et appellent des réponses à la hauteur, sinon nous n'avons pas fini d'en signer des protocoles.

Or regardons bien ce qu'expriment les professionnels de santé, à l'hôpital notamment, regardons ce qu'expriment les professionnels en charge de la sécurité publique ou de la justice.

Et écoutons-les quand ils se prononcent sur les réformes gouvernementales engagées, souvent sans eux ou sur les budgets votés au Parlement.

Et alors on peut mesurer le grand écart entre les bonnes intentions, les résolutions fermes affichées au sommet de l'Etat et la réalité, l'efficacité des politiques publiques conduites sur le terrain.

Lutter efficacement et durablement contre les violences faites aux femmes, passe en effet par des protocoles, des mobilisations, des actions, mais cela passe aussi par des moyens à tous les étages.

Et que l'on me dise pas que des moyens, il n'y en a pas, ce discours n'est plus crédible dans un pays où les richesses ne cessent de progresser.

J'ajouterai que le budget 2019 de l'Etat au titre du programme pour l'Egalité entre les femmes et les hommes stagnera, tout en incluant au passage la suppression de 4 actions dont celle consistant à la promotion des droits prévention et lutte contre les violences sexistes...

Nous avons d'ailleurs une secrétaire d'Etat médiatique qui s'agite beaucoup sur les plateaux ou les réseaux sociaux. Que de la com comme on dit... Elle serait plus audible si ses propres budgets étaient abondés à la hauteur des besoins et des ambitions affichées.

Pour notre part nous serons présents samedi sur les différents rassemblements et marches contre les violences sexistes et sexuelles organisés à travers tout le pays.

L'occasion aussi pour appeler à des politiques publiques dotées des moyens à la hauteur des enjeux et des volontés affichés.